

SELON LE SYNDICAT NATIONAL ALGÉRIEN DES PHARMACIENS D'OFFICINE

«Pas moins de 200 médicaments sont en rupture de stock»

Contrairement aux affirmations du ministère de la Santé, la liste des médicaments en rupture de stock en Algérie ne cesse de s'allonger. On estime le nombre de produits pharmaceutiques introuvables sur le marché à 200.

«Cela fait plus de 4 mois que pas moins de 200 médicaments sont introuvables sur le marché national», a indiqué hier M. Laïb Raouf, porte-parole du bureau de wilaya de Constantine du Syndicat national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo), en marge de la 8^e journée pharmaceutique de Constantine, organisée au palais de la Culture Malek-Haddad. C'est pourquoi, précise-t-il, «le bureau national du syndicat compte soumettre au ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, via l'Assemblée populaire nationale (APN), une question pour lui demander des éclaircissements sur le pourquoi de ces ruptures chroniques qui ne cessent de pénaliser, d'une part, les malades et, d'autre part, les professionnels de la santé et les pharmaciens d'officine».

Parmi ces produits en rupture de stock, depuis plusieurs mois déjà, il citera, à titre d'exemple, le cas de l'Aldomet, utilisé dans le traitement de l'hypertension chez la femme enceinte, ou encore celui de la Digoxine, un médicament prescrit dans le traitement de l'hypertension artérielle chez les malades chroniques.

«Comment peut-on concevoir quand on est atteint d'une maladie chronique telle que l'hypertension artérielle ou le diabète, de vivre sans son traitement durant huit mois. C'est inconcevable», s'exclame-t-il.

Analysant en profondeur ce phénomène, des ruptures chro-

niques en Algérie de certains produits pharmaceutiques, le docteur Mellah Nabil, directeur général d'un laboratoire privé et également secrétaire général de l'UNOP n'y est pas allé avec le dos de la cuillère pour mettre toute la responsabilité sur l'actif des responsables en charge du secteur. «Les autorités ne jouent pas leur rôle qui est celui de réglementer et de contrôler le marché du médicament. La

réglementation en vigueur est obsolète et dépassée. La réglementation doit prémunir le malade», insiste-t-il. Aussi, il plaide pour une mise à niveau de la réglementation afin de s'assurer un bon fonctionnement de toute la chaîne.

«Il est indispensable de mettre en place une réglementation stable, visible et transparente permettant de déterminer les responsabilités et les obligations de chaque intervenant. Et aussi, ajoute-t-il, de mettre en place des outils permettant d'anticiper des manques de disponibilité.»

Farid Benzaïd



Photo : Samir Sid

Les ruptures à répétition mettent la vie des malades chroniques en danger.

9^e SIT-IN DES GARDES COMMUNAUX DE BOUMERDÈS

Hier de la chair à canon, aujourd'hui des renégats

L'histoire de la résistance citoyenne contre l'hydre à sept têtes du terrorisme laissera une tache noire sur le fronton de la wilaya de Boumerdès. Pour avoir tourné le dos à des hommes, les gardes communaux notamment, sa réputation sera lourdement ternie.

Certains de ces gardes communaux sont pourtant venus d'autres contrées du pays lui porter secours contre la hargne des islamistes armés qui continuent d'ailleurs à semer mort et désolation.

Les responsables politiques de la wilaya et les élus, à tous les niveaux et toutes tendances politiques confondues, portent à eux seuls l'entière responsabilité pour avoir observé un silence qui ne les honore pas.

Et pour cause, pour la neuvième fois, des centaines de gardes communaux tiennent un sit-in devant le siège de la wilaya, dans l'indifférence générale.

Pourtant, ces hommes, qui sont nombreux à porter les stigmates de la lutte antiterroriste, crient leur détresse. Aucun responsable à

quelque niveau que ce soit n'a cherché à savoir pourquoi. 250 d'entre eux ont fait l'objet d'une suspension administrative et du gel de leur salaire. Le motif : leur tutelle leur reproche d'avoir participé aux protestations organisées par ce corps de sécurité à Alger en vue de réclamer le respect et un salaire de dignité.

«Dans les 47 wilayas du pays, tous les gardes communaux qui avaient participé aux protestations d'Alger ont été réintégrés à leurs postes, sauf nous», dira Omar, 30 ans, garde communal depuis 1997, et qui a été blessé deux fois aux pieds. Il est venu de Chlef où il réside habituellement pour participer pour la neuvième fois à cette protestation pacifique.

Comme Omar, certains viennent de l'intérieur du pays, notamment d'Aïn Defla et de Bouira. Un homme d'une cinquantaine d'années intervient : «Lorsqu'on a fait appel à nous pour intégrer la garde communale, nous gagnions notre vie, nous avons accepté de prendre les armes, parce que nous voulions défendre notre pays. Maintenant, on nous considère comme des traîtres. Certains repentis sont mieux considérés que nous ! C'est malheureux !» Il est difficile de ne pas voir les

larmes de cet homme, blessé dans son âme par l'ingratitude de l'Etat algérien. Cet homme ne dit pas plus que la vérité. Effectivement, ces hommes, que certains n'hésitent pas à qualifier de miliciens, sont des patriotes avec en plus le courage de mettre leur vie en jeu et au service de leur pays.

Actuellement, pour 18 000 DA un garde communale est mobilisé 24 heures sur 24 durant 6 jours par semaine. Est-ce suffisant pour compenser les prises de risque ?

Rappelons-nous, à la création de ce corps de sécurité, des hommes, venus d'autres localités du pays, ont renforcé les rangs de leurs compatriotes de la wilaya pour préserver la sécurité des populations de la wilaya de Boumerdès, comme l'ont fait d'autres pour d'autres régions.

Bon nombre d'entre eux sont morts, les armes à la main, d'autres sont infirmes pour le restant de leur vie. Certains ont laissé leur vie, sans avoir jamais touché un salaire et sans même avoir été déclarés à la Sécurité sociale. La preuve ? Il suffit de consulter les archives de la wilaya, au moins pour ne pas oublier.

Abachi L.

LE PRÉSIDENT DU CNES, MOHAMED-SEGHIR BABÈS, À LA CHAÎNE III :

«Le régime de croissance doit être complètement changé»

Le régime de croissance économique doit être changé complètement, selon le président du Cnes. Estimant que l'inflation est «rebondissante», Mohamed-Seghir Babès appelle l'exécutif à décaler certains investissements.

Chérif Bennaceur - Alger (Le Soir) - Le vent de la contestation de la gouvernance actuelle souffle mais n'ébranle pas fortement le Conseil national économique et social (Cnes) qui se refuse à céder à la critique facile.

En effet, le président du Cnes a déclaré hier sur les ondes de la Chaîne III de la radio nationale, dont il était l'invité de la rédaction, qu'«être critique n'est pas une fin en soi».

Il s'agit plutôt, selon M. Babès, de regarder comment les politiques publiques se développent, «avec le juste recul, en apportant la bonne appréciation». Une appréciation négative de la démarche initiée par la présiden-

ce précédente du Cnes ? L'invité de la radio le laisse entendre, même s'il a, hier, formulé un discours davantage musclé à l'égard de la gouvernance actuelle.

Ainsi, le président du Cnes s'est montré compréhensif quant à la nature des multiples revendications en cours, en dépit des surenchères et des réponses gouvernementales apportées.

Certes, la loi de finances complémentaire pour 2011 entérine une hausse de la masse budgétaire, notamment les dépenses de fonctionnement, de l'ordre de 25%, soit 23,5 milliards de dollars en crédits de paiement et autorisations de paiement injectés.

De même, si l'inflation est

«rebondissante», dira-t-il, elle est cependant «dans des limites contenables, gérables, cette année et durant les trois prochaines années». Néanmoins, «c'est lourd», estime M. Babès, même si la soutenabilité budgétaire est assurée jusqu'à 2014. Et d'autant que «ces efforts sont adossés à des prélèvements sur la rente pétrolière et gazière».

En ce sens, le président du Cnes avertit : «Si on continue comme ça, à compter sur la rente, on n'ira pas loin.» Il faudra, selon Mohamed Seghir Babès, recourir à l'arbitrage et à la réallocation des ressources, réduire les investissements infrastructurels et développer l'investissement productif.

Soit «décaler dans le temps un certain nombre d'investissements, en vue de permettre d'absorber les effets inflationnistes

potentiels contenus dans les augmentations salariales». Et dans la mesure où le troisième programme quinquennal «se met en route de manière souffreteuse, assez chaotique», relève-t-il. Mais surtout «changer complètement de régime de croissance économique», une nécessité, selon le président du Cnes, qui appelle à opérer «les véritables transitions

systémiques», en termes de développement de l'économie de l'offre, diversification et passage à l'après-pétrole.

Une problématique qui sera soumise à l'appréciation de la société civile, conviée aux Etats généraux qui seront organisés les 14, 15 et 16 juin prochain sous l'égide et autosaisine du Cnes.

C. B.

LANCEMENT DU RECENSEMENT GÉNÉRAL ÉCONOMIQUE L'informel pourra être protégé par la loi

Le président du Cnes estime que le lancement du recensement général des activités économiques «permettra une connaissance intime du substrat économique, y compris informel». Il est question, selon M. Babès, d'«amener l'informel à se déclarer, et ainsi, ne pas subir les foudres de la loi, en quelque sorte, par ce qu'il sera protégé».

C. B.